

**Stéphane Bonnéry, Professeur en Sciences de l'éducation, Université Paris 8.**  
**La réforme de l'accès, instrument d'une réforme des cursus ?**

En préambule, au sujet d'une réforme appliquée avant d'être votée par le parlement, il faudrait se demander ce que diraient les journalistes si cela se produisait dans un pays du tiers monde, ou dans un gouvernement Trump, Poutine ou Erdogan... Pourquoi le même esprit critique est absent lorsqu'il s'agit d'un coup de force contre la démocratie en France ?

La réforme de l'accès à l'université est tout sauf une réforme technique : elle est en cohérence avec celle qui s'attaque au baccalauréat, et toutes deux vont de pair avec une reconfiguration profonde de ce qu'est un niveau d'étude, une filière et les contenus d'enseignement.

En effet, l'une des vieilles lunes qui sous-tend cette réforme, réside dans le postulat selon lequel les difficultés (bien réelles et qu'il ne faut pas minorer) que rencontrent une partie des bacheliers en arrivant dans l'enseignement supérieur tiendraient à des problèmes d'orientation : selon cette vieille rengaine, les élèves de terminale « choisiraient » des orientations pour lesquelles ils n'ont pas le niveau sans savoir ce qui les attend ensuite. Non seulement ce point de vue fait comme s'il fallait déjà être formé par les savoirs et la discipline étudiée en Licence pour accéder à celle-ci, mais surtout, il fait du « niveau des étudiants » un état de fait dont les décideurs de l'éducation nationale seraient dédouanés. Or, même si PISA est discutable à certains égards, un double constat interpelle : non seulement les élèves faibles d'aujourd'hui sont encore plus faibles que ceux d'il y a quinze ans (ce qui a beaucoup été médiatisé), mais aussi (et cela a été bien moins donné à connaître) les élèves qui sont actuellement les plus « performants » à ces tests sont meilleurs que les « bons » d'il y a quinze ans. Les évolutions de l'école primaire et du secondaire participent à accroître les écarts, évidemment très corrélés avec l'origine sociale. Et les choses ne peuvent que s'aggraver puisque les élèves qui ont débuté leur scolarité primaire en 2007 ont pour la plupart deux années de scolarité en moins que leurs prédécesseurs : en effet, la suppression des samedis matins équivaut, en heures de classe sur l'ensemble de la maternelle et de l'élémentaire, à une année scolaire ; et dans beaucoup d'écoles, la toute petite section de maternelle a été fermée pour économiser des postes. Quand le nombre de disciplines à enseigner augmentait (langues vivantes, histoire de l'art, « éducations à », etc.), les conditions ont été objectivement créées pour que les enseignants ne puissent pas tout faire et renoncent à traiter des pans entiers du programme d'autant plus qu'ils sont dans un territoire populaire, et à ce qu'ils renoncent à ce qui prend le plus de temps : faire écrire, réécrire et corriger pour entraîner l'élève à structurer sa pensée. Ce sont ces élèves qui dans les années à venir seront en âge de rentrer à l'université. À bien y réfléchir, le ministre Blanquer, qui était impliqué dans ces politiques des gouvernements de droite, est cohérent : il y a quelques années, ne pas préparer tous les enfants en amont, et aujourd'hui leur attribuer la responsabilité de leur « niveau » en leur fermant l'accès à l'enseignement supérieur. C'est cohérent avec la relance en cours du CAP, et avec l'abandon quasi officiel de l'objectif « 50% d'une génération à bac+3 » : il est programmé que tout le monde ne doit pas être préparé à poursuivre. Enfin, évidemment, cette barrière à l'entrée à l'université, qui va d'abord pénaliser les bacs pro, évite de mettre les moyens financiers au niveau pour accueillir la génération du baby-boom qui, mécaniquement, arrive dans le supérieur, alors que les moyens en personnel et en locaux ne sont pas à la hauteur.

Au-delà de « l'accès », les inégalités vont encore se poursuivre une fois les bacheliers admis dans l'enseignement supérieur. En anticipant un peu sur les conséquences de la réforme qui se met en place, il me semble que cette réforme de l'accès est en réalité une réforme de ce que sont une filière et un curriculum de formation, et même de ce qu'est un premier cycle universitaire. En effet, l'opération d'intoxication médiatique au sujet d'APB conduit à affaiblir la prise en compte de la distance entre le lieu de résidence de l'étudiant et son affectation : la conséquence évidente, surtout dans les régions densifiées où les universités sont assez proches, est une mise en concurrence accrue des formations identiques dans les différentes universités. En faisant croire aux bacheliers et aux familles qu'ils vont mieux choisir leur affectation, le gouvernement crée les conditions pour que les formations et établissements « dominants » (les plus reconnus, avec davantage de moyens financiers, etc.) puissent mieux faire leur marché de chasseurs de têtes : les candidats vont être davantage dans l'attente des décisions de chaque formation, pour le plus souvent, lorsqu'ils ne sont pas issus des lycées les plus reconnus, se retrouver concentrés dans certaines filières et établissements. Ce

regroupement probable des profils sociaux d'étudiants risque fortement d'avoir des conséquences sur le contenu même des formations. Car il se dessine que les « attendus », c'est-à-dire les cours de « rattrapage » imposés aux étudiants, compteraient dans les 180 ECTS qui constituent une licence en trois ans. Par conséquent, certaines Licences auront une majorité d'étudiants dont une proportion importante des cours qu'ils suivent se limiteront à du « rattrapage » du lycée, plutôt qu'à la formation intellectuelle dans les disciplines universitaires. Bien sûr, le gouvernement cache son jeu en faisant semblant d'accepter, pour un an ou deux, qu'il n'y ait pas trop d'attendus prescrits. Mais cela va s'imposer à nous dans les années qui viennent. Tout est donc en place pour exploser la définition de ce qu'est une licence et donc la reconnaissance de ce diplôme sur le marché du travail et pour poursuivre en Master. Les gouvernants sont en train de mettre en place des licences à plusieurs niveaux, les unes de bas niveau contenant peu de disciplines scientifiques universitaires, et donc d'instruments théoriques pour penser les situations du monde professionnel et social, les autres de plus haut niveau, connectées aux Masters, en maintenant les exigences de formation à et par la recherche.

Et les regroupements d'universités qui se profilent, avec certains nouveaux campus laissent planer la tentation de dissocier les lieux d'étude des sous-licences et des masters... En Ile de France, cette hypothèse inquiétante est loin d'être exclue. C'est un vrai danger pour la recherche dans notre pays que de réduire le vivier d'accès en Master, et de réduire encore la possibilité pour les enfants des classes populaires, qui seront massivement orientés malgré eux dans les sous-licences, d'accéder à la recherche. D'autant que les Rectorat prennent de plus en plus la main sur les filières qui se verraient octroyées des postes et celles qui en seraient privées, et donc, que s'accroît une mainmise du pouvoir politique sur les orientations scientifiques qui doivent se développer ou pas. En plus des inégalités entre jeunes, c'est l'avenir de la recherche française qui est menacé.

Il est symptomatique que ces changements curriculaires voulues par des gouvernements successifs affaiblissent la formation disciplinaire. C'est déjà l'une des logiques qui ont contribué à accroître les inégalités dans l'enseignement primaire et secondaire : en faisant semblant que les savoirs sont de simples informations disponibles, ces réformes présupposent que les capacités de réflexions seraient spontanées (innées ?), l'école n'insiste donc pas sur les savoirs qui sont le moyens de déplacer les manières de penser spontanées des élèves, et de saisir les points de vue scientifiques sur les objets du monde (la langue, la culture, le vivant, la matière, l'économie, la vie sociale, etc.), structurés par la rigueur de la « discipline » de pensée. De fait, cette logique des « compétences » laisse les élèves les plus éloignés de la culture scolaire dans l'illusion que les raisonnements quotidiens sont attendus, ce qui masque les réels objectifs de savoir. Tandis que ceux qui sont initiés dans leur famille au point de vue savant mobilisent ce qui est de moins en moins enseigné. Et cette logique des compétences, cumulée à l'individualisation de l'enseignement, a produit dans les cycles primaires et secondaires une quasi-officialisation du renoncement à enseigner les mêmes outils de pensée à tous. Ces logiques modulaires s'étendent à la réforme du baccalauréat, d'autant qu'il n'aurait plus de reconnaissance nationale mais locale, et gagnent à l'université. C'est ce que porte la réforme en préparation avec une individualisation plus grande des parcours et des contenus.

Du point de vue de la poursuite d'études, on voit clairement que les plus initiés sauront choisir les options et modules qui permettent de garder le plus de portes ouvertes pour la poursuite d'études, tandis que les autres seront tentés de prendre les cours qui leur semblent les plus accessibles, pour assurer l'obtention du diplôme, en se condamnant de fait pour la suite. Et il faut encore noter que tous les établissements n'auront pas les moyens alloués pour proposer des modules permettant de préparer la poursuite d'études.

Enfin, il faut penser que ces réformes articulées vont dans le sens de la volonté du patronat : affaiblir la reconnaissance des diplômes comme garanties collectives d'un niveau de formation en individualisant cette reconnaissance, pour que le futur salarié soit seul dans la négociation face à l'employeur.

Toutes les réformes qui, depuis Savary et Devaquet, ont voulu être mises en place par les néo-libéraux, sont ici concentrées. Il y a urgence à se rassembler et à agir pour éviter la catastrophe. « *Quand les blés sont sous la grêle. Fou qui fait le délicat* »